

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Terrebonne | 64008 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Reniers, CPA, CGA, OMA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Terrebbonne pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.



Signature _____

Date _____

9 mai 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	2
État consolidé de la situation financière	3
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	4
État consolidé des flux de trésorerie	5
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	6
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	48
Analyse des charges consolidées	60

Rapport conjoint de l'auditeur indépendant et du vérificateur général

Au conseil municipal de la
Ville de Terrebonne

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Terrebonne (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (ci-nommé après « états financiers consolidés »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Ville de Terrebonne au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Terrebonne inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Observations – Redressement

Nous attirons l'attention sur la note 23 des états financiers consolidés, qui explique qu'il y a eu un redressement de certaines informations comparatives présentées aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Le 9 mai 2022

¹ FCPA, FCA, permis de comptabilité publique n° A115222

Sonya Guilbault

SONYA GUILBAULT, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Terrebonne

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020
				Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1	198 479 248	197 836 109	195 342 637
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 999 572	6 072 798	5 706 508
Quotes-parts	3		646 646	(238 106)
Transferts	4	10 292 763	18 775 430	24 562 326
Services rendus	5	20 038 460	18 623 981	16 205 484
Imposition de droits	6	15 951 173	24 037 739	17 724 187
Amendes et pénalités	7	4 881 600	4 090 683	3 497 866
Revenus de placements de portefeuille	8	1 461 283	691 583	926 267
Autres revenus d'intérêts	9	1 351 500	1 211 575	1 369 260
Autres revenus	10		12 469 246	6 698 836
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	258 455 599	284 455 790	271 795 265
Charges				
Administration générale	14	31 311 383	50 795 677	32 931 369
Sécurité publique	15	58 992 774	61 562 293	57 065 949
Transport	16	41 217 679	56 551 371	55 588 778
Hygiène du milieu	17	31 026 175	42 108 550	41 833 937
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	9 665 602	11 874 923	8 066 729
Loisirs et culture	20	42 600 515	45 696 167	40 035 485
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	17 696 525	14 885 490	17 152 712
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	232 510 653	283 474 471	252 674 959
Excédent (déficit) de l'exercice	25	25 944 946	981 319	19 120 306
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		501 230 816	481 972 861
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		3 468 227	3 605 876
Solde redressé	28		504 699 043	485 578 737
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		505 680 362	504 699 043

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	86 647 463	71 975 365
Débiteurs (note 5)	2	71 199 640	82 078 354
Prêts (note 6)	3	128 250	128 250
Placements de portefeuille (note 7)	4	948 764	877 728
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 194 031	
	8	160 118 148	155 059 697
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	27 642 841	17 566 943
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	91 447 917	54 575 943
Revenus reportés (note 12)	12	8 185 337	4 928 958
Dette à long terme (note 13)	13	511 713 477	522 415 960
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	50 271 590	44 877 528
Autres passifs (note 14)	15	378 864	
	16	689 640 026	644 365 332
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(529 521 878)	(489 305 635)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	1 000 399 168	984 618 389
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	30 967 370	7 233 508
Stocks de fournitures	20	1 586 066	1 476 922
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	2 249 636	675 859
	23	1 035 202 240	994 004 678
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	505 680 362	504 699 043

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020 Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	25 944 946	981 319	19 120 306
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	133 551 561 )(	62 688 207 )(	43 533 748)
Produit de cession	3		311 569	153 443
Amortissement	4	43 370 084	43 671 742	42 758 327
(Gain) perte sur cession	5		437 156	162 274
Réduction de valeur / Reclassement	6		2 486 961	423 863
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(90 181 477)	(15 780 779)	(35 841)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(23 733 862)	(422 805)
Variation des stocks de fournitures	10		(109 144)	138 803
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(1 573 777)	(284 020)
	13		(25 416 783)	(568 022)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(64 236 531)	(40 216 243)	18 516 443
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(486 131 857)	(504 493 145)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		(3 173 778)	(3 328 933)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(489 305 635)	(507 822 078)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(529 521 878)	(489 305 635)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020 Redressé note 23
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	981 319	19 120 306
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	43 671 742	42 758 327
Autres			
▪ Perte sur cession d'immo. et de propriétés destinées à la revente	3	1 385 947	162 274
▪ Variation placement	4	(11 536)	(28 003)
	5	46 027 472	62 012 904
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	10 878 714	(12 987 852)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	18 097 024	(8 572 882)
Revenus reportés	9	3 256 379	(1 481 231)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	5 394 062	5 037 801
Propriétés destinées à la revente	11	(23 389 723)	1 058
Stocks de fournitures	12	(109 144)	142 016
Autres actifs non financiers	13	(1 573 777)	(284 020)
	14	58 581 007	43 867 794
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(43 534 393)	(43 533 748)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	311 569	153 443
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(43 222 824)	(43 380 305)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(59 500)	(54 413)
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	(59 500)	(54 413)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	59 021 575	103 466 564
Remboursement de la dette à long terme	26	(70 015 439)	(105 580 223)
Variation nette des emprunts temporaires	27	10 075 898	(3 332 996)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	291 381	(40 418)
Autres			
▪ s/o	29		
▪ s/o	30		
	31	(626 585)	(5 487 073)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	14 672 098	(5 053 997)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	71 975 365	77 029 362
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	71 975 365	77 029 362
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	86 647 463	71 975 365

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Terrebonne a été constituée par le regroupement des villes de Terrebonne, Lachenaie et La Plaine le 27 juin 2001 en vertu du décret 736-2001 publié à cette même date dans la Gazette officielle.

Elle est régie principalement par la Loi sur les cités et villes de la province du Québec (L.R.Q. chapitre C-19). Elle est dirigée par un conseil municipal et un comité exécutif.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle et les partenariats.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville ainsi que les organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne, après l'élimination des transactions interorganismes et des soldes réciproques.

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de l'administration municipale et des organismes qu'elle contrôle :

- Les Complexes sportifs Terrebonne inc. (LCST)
- Groupe plein air Terrebonne (GPAT)
- Société de développement culturel de Terrebonne (SODECT)
- CitéGénéraction 55+ (Cité 55+)
- Corporation des fêtes du 350e anniversaire de la Ville de Terrebonne (Corporation 350e)

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants :

Régie d'aqueduc intermunicipale des Moulins (RAIM)

Pourcentage de quote-part pour les activités de l'exercice 2021 : 72,97 %
(73,10 % pour 2020)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Pourcentage de quote-part pour les activités reliées aux immobilisations et à la dette : 69,47 % (69,47 % pour 2020)

Régie d'assainissement des eaux Terrebonne-Mascouche (RAETM)

Pourcentage de quote-part pour les activités de l'exercice 2021 : 43,70 % (42,97 % pour 2020)

Pourcentage de quote-part pour les activités reliées aux immobilisations et à la dette : 51,56 % (51,56 % pour 2020)

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

C) Actifs

s/o

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville, ses organismes contrôlés et ses partenariats consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements à court terme liquides exclus des placements de portefeuille.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût.

b) Actifs non financiers

La Ville, ses organismes contrôlés et ses partenariats comptabilisent les immobilisations et les autres actifs non financiers à titre d'actifs étant donné qu'ils peuvent servir à fournir des services dans les exercices ultérieurs. Normalement, ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ces passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration.

Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	2 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	1 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	3 à 20 ans
Autres	1 à 40 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut-être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées initialement au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Stocks

Les stocks de la Ville de Terrebonne sont évalués au coût. Le coût est établi essentiellement selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les stocks de la RAIM se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les stocks de Les Complexes sportifs Terrebonne inc. sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est établi selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût des stocks comprend les coûts d'achat, les frais de transport et les autres coûts directs. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des affaires, moins les coûts pour réaliser la vente.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville, ses organismes contrôlés et ses partenariats bénéficieront au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville, ses organismes

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

contrôlés et ses partenariats bénéficieront des services acquis. Les dépôts sur les achats de terrain par expropriation auxquels la Ville ne pourrait pas se désister sont présentés à ce titre puisqu'ils ne sont pas convertibles en trésorerie.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs

Passif au titre des sites contaminés

Un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés est comptabilisé lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Frais reportés

Les frais d'émission et les frais de refinancement liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire pour une période maximale de cinq ans.

Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

E) Revenus

Taxes et compensations tenant de lieu de taxes

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception et les compensations tenant lieu de taxes dans l'exercice pour lequel ils sont exigibles.

Transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

Services rendus

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Imposition de droits

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont utilisés aux fins prescrites.

Amendes et pénalités

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Revenus de placements de portefeuille et autres revenus d'intérêts

La Ville constate des produits tirés d'intérêts lorsque la mesure et le recouvrement des produits en cause sont raisonnablement sûrs et en fonction du temps écoulé.

Autres revenus

Les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la Ville, la RAIM et la RAETM est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Un passif est constaté dans les crédateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La Ville offre des prestations de retraite à ses employés et aux employés cadres de la RAIM en vertu des régimes suivants :

- Régime complémentaire de retraite des cadres de la Ville de Terrebonne;
- Régime complémentaire de retraite des policiers et policières de la Ville de Terrebonne;
- Régime complémentaire de retraite des employés cols bleus de la Ville de Terrebonne;
- Régime complémentaire de retraite des employés cols blancs de la Ville de Terrebonne;
- Régime complémentaire de retraite des pompiers de la Ville de Terrebonne.

La RAIM offre à ses employés syndiqués un régime à prestations déterminées sous le nom de Régime complémentaire de retraite des employés de la Régie d'aqueduc

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

intermunicipale des Moulins (RAIM) et de la MRC Les Moulins.

De plus, les régimes non capitalisés d'avantages sociaux futurs à prestations déterminées offerts sont :

- Régime excédentaire de retraite des cadres de la Ville de Terrebonne;
- Avantages sociaux complémentaires de retraite aux retraités et aux futurs retraités pour les groupes d'employés suivants :
- Employés cadres (incluant les cadres de la RAIM) embauchés avant le 24 janvier 2008;
- Employés cols bleus embauchés avant le 8 août 2003;
- Employés cols blancs embauchés avant le 29 janvier 2011;
- Pompiers à temps plein embauchés avant le 14 mai 2008;
- Policiers;
- Employés de la RAIM (autres que les cadres).

Les avantages sociaux complémentaires de retraite se composent de la couverture des soins de santé et de l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode pour les régimes capitalisés, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs des régimes.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision pour les régimes capitalisés, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations projetées au prorata des services à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021.

Pour le volet antérieur au 1er janvier 2014, la méthode de lissage de la valeur pour un maximum de cinq ans est utilisée aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré. Cette méthode d'évaluation de l'actif des régimes est identique à celle utilisée lors de la dernière évaluation. Cette méthode retenue vise à tenir compte de la valeur marchande tout en évitant des fluctuations brusques.

Pour le volet postérieur au 31 décembre 2013, l'actif selon la valeur marchande est utilisé aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Régimes capitalisés d'avantages sociaux futurs :
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 : renversement au plus tard en 2023, soit au terme de la DMERCA qui existait en 2008
- Régimes non capitalisés d'avantages sociaux futurs :
 - à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : aucun amortissement en 2021
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme : au fur et à mesure du remboursement en

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

capital de cette dette

- Financement des activités de fonctionnement :
 - linéaire sur une durée de cinq ans

H) Instruments financiers

s/o

I) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La présentation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des obligations et droits contractuels et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses, la valeur de remplacement des stocks, la valeur nette de réalisation des propriétés destinées à la revente, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et des avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, les diverses réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Le principal élément pour lequel une estimation a été effectuée est l'obligation au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite à prestations déterminées. Pour estimer ce montant, la direction doit formuler diverses hypothèses qu'elle considère raisonnables, notamment à l'égard des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité. Elle prend aussi en considération le niveau des futures augmentations de salaires et de l'âge de retraite des employés. Toute modification apportée aux hypothèses pourrait avoir une incidence importante sur l'excédent (déficit) et sur la situation financière de la Ville. La charge liée aux prestations de retraite du personnel pourrait augmenter ou diminuer au cours des exercices à venir de la manière décrite dans la méthode comptable sur les avantages sociaux futurs. Les renseignements relatifs aux montants de cette obligation apparaissent à la page S24-1, S24-2 et S24-3.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	86 444 309	71 822 775
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	203 154	152 590
Autres éléments			
▪ s/o	4		
▪ s/o	5		
▪ s/o	6		
▪ s/o	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	86 647 463	71 975 365
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	2 407 856	1 685 177
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	41 128 977	62 514 710

Note**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	12 721 507	11 796 181
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	393	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	28 543 003	31 296 532
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	11 541 619	15 463 258
Organismes municipaux	15	3 801 736	6 387 698
Autres			
▪ Amendes	16	2 689 677	2 533 673
▪ Autres	17	11 901 705	14 601 012
	18	71 199 640	82 078 354
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	14 881 398	16 406 453
Organismes municipaux	20	90	17 550
Autres tiers	21		
	22	14 881 488	16 424 003
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	2 157 710	2 101 179

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24	128 250	128 250
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ s/o	26		
▪ s/o	27		
	28	128 250	128 250
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	948 764	877 728
Autres placements	31		
	32	948 764	877 728
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	552 009	596 055
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(50 823 599)	(45 473 583)
	37	(50 271 590)	(44 877 528)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	7 888 674	7 753 432
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	6 283 279	5 179 952
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	208 467	233 777
	43	14 380 420	13 167 161

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	1 194 031	
Autres	45		
	46	1 194 031	

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville de Terrebonne dispose pour ses opérations d'une marge de crédit pour un maximum de 35 000 000 \$ (35 000 000 \$ pour 2020), au taux préférentiel moins 0,56 %. Au 31 décembre 2021, cette marge de crédit était inutilisée.

Elle dispose également de marges de crédit et de prêts à terme pour un montant de 473 571 994 \$ (349 447 156 \$ pour 2020), au taux préférentiel pour les marges de crédit et au taux de 1,89 % et 2,45 % pour les prêts à terme et garanties par les règlements concernés. En fin d'exercice, ces marges de crédit et ces prêts à terme sont utilisés pour un montant de 27 583 700 \$ (17 566 943 \$ pour 2020).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La RAETM dispose d'un emprunt bancaire autorisé de 50 000 \$ (50 000 \$ pour 2020) portant intérêt au taux préférentiel.

Les Complexes sportifs Terrebonne Inc. dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 500 000 \$ (500 000 \$ pour 2020) au taux préférentiel plus 1 % renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2021, la marge de crédit n'était pas utilisée. Selon les conditions de l'emprunt, au 31 décembre 2021, l'organisme ne respecte pas le ratio financier minimal (voir note 13).

Les autres organismes disposent de marges de crédit totalisant un montant autorisé de 130 000\$ à divers taux et étaient pratiquement inutilisées au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2021, le taux préférentiel est de 2,45 % (2,45 % pour 2020).

11. Crédoeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	17 896 887	16 437 397
Salaires et avantages sociaux	48	15 382 328	11 328 456
Dépôts et retenues de garantie	49	13 356 391	8 720 686
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	51	3 717 653	4 352 655
▪ Gouvernement du Canada	52	4 461 113	1 800 047
▪ Organismes municipaux	53	361 472	298 087
▪ Intérêts courus sur dette LT	54	2 785 304	2 856 388
▪ Autres	55	33 486 769	8 782 227
	56	91 447 917	54 575 943

Note

Suite à une décision du tribunal administratif du Québec (TAQ), la Ville doit déboursier un montant de 29 449 230 \$ en date de fin d'exercice dans le cadre d'un dossier relatif à une expropriation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	6 900	169 747
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	1 440 293	1 057 316
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	2 084 980	880 897
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Revenus reportés - Subv. prov.	69	4 653 164	2 820 998
▪ s/o	70		
▪ s/o	71		
▪ s/o	72		
▪ s/o	73		
▪ s/o	74		
▪ s/o	75		
	76	8 185 337	4 928 958

Note**13. Dette à long terme**

	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	4,13	2022	2034	77	514 404 665	524 611 843
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,55	4,79	2022	2023	81	2 019	432 851
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		355 854
Autres					84		
					85	514 406 684	525 400 548
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(2 693 207)	(2 984 588)
					87	511 713 477	522 415 960

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88		39 626 053		986	39 627 039
2023	89		37 111 172		1 033	37 112 205
2024	90		35 445 839			35 445 839
2025	91		32 194 252			32 194 252
2026	92		30 465 175			30 465 175
2027 et plus	93		339 562 174			339 562 174
	94		514 404 665		2 019	514 406 684
Intérêts et frais accessoires	95		()		()	
	96		514 404 665		2 019	514 406 684

Note

Les refinancements prévus au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2022 -	71 322 846 \$
2023 -	27 420 324 \$
2024 -	50 735 322 \$
2025 -	98 344 355 \$
2026 -	35 349 479 \$

Selon les conditions des conventions d'emprunts, l'organisme contrôlé Les Complexes sportifs Terrebonne Inc. est soumis à une clause restrictive en ce qui concerne le maintien d'un ratio financier minimal tout au long de l'année. Au 31 décembre 2021, l'organisme ne respectait pas cette obligation. Ceci confère le droit au prêteur de demander le remboursement entier du prêt.

14. Autres passifs

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98		
Autres			
▪ Oeuvres de Galilée	99	378 864	
▪ s/o	100		
▪ s/o	101		
▪ s/o	102		
	103	378 864	

Note

La Ville s'est engagée auprès de l'organisme à financer le paiement de capital et des intérêts d'un prêt hypothécaire amorti sur une période de 15 ans d'un montant initial de 470 000 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	210 612 290	701 086	7 593	211 305 783
Eaux usées	105	39 991 958	539 990	85 740	40 446 208
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	756 755 603	8 884 446		765 640 049
Autres					
▪ Éclairage des rues	107	41 063 544			41 063 544
▪ Parcs publics et stationnement	108	113 130 014	731 345		113 861 359
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	186 717 267	1 889 706	410 000	188 196 973
Améliorations locatives	111	2 433 804	646 461		3 080 265
Véhicules	112	22 090 366	2 562 851	1 257 788	23 395 429
Ameublement et équipement de bureau	113	16 036 989	1 613 076		17 650 065
Machinerie, outillage et équipement divers	114	26 897 703	1 869 834	144 761	28 622 776
Terrains	115	117 805 921	26 528 851	2 142 823	142 191 949
Autres	116	6 128 723	266 010		6 394 733
	117	1 539 664 182	46 233 656	4 048 705	1 581 849 133
Immobilisations en cours	118	15 051 132	16 454 551	344 141	31 161 542
	119	1 554 715 314	62 688 207	4 392 846	1 613 010 675
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	93 469 263	5 133 555	1 977	98 600 841
Eaux usées	121	11 051 322	1 027 562	19 267	12 059 617
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	286 534 673	19 834 322		306 368 995
Autres					
▪ Éclairage des rues	123	21 543 681	2 003 856		23 547 537
▪ Parcs publics et stationnement	124	49 725 152	5 100 422		54 825 574
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	60 921 945	5 100 141	10 250	66 011 836
Améliorations locatives	127	827 102	396 388		1 223 490
Véhicules	128	11 670 027	1 386 596	994 343	12 062 280
Ameublement et équipement de bureau	129	13 513 211	1 453 872		14 967 083
Machinerie, outillage et équipement divers	130	18 518 102	1 621 229	131 323	20 008 008
Autres	131	2 322 447	613 799		2 936 246
	132	570 096 925	43 671 742	1 157 160	612 611 507
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	984 618 389			1 000 399 168
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134	410 000		410 000	
Amortissement cumulé	135	(10 250)		(10 250)	
Valeur comptable nette	136	399 750			

Note

Au cours de l'exercice, la Ville de Terrebonne a procédé à un reclassement de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

terrains et d'immobilisations en cours d'une valeur comptable de 1 194 030 \$ et 344 139 \$ respectivement, à titre de propriétés destinées à la revente.

De plus, un terrain a été cédé à titre gratuit au Centre de services scolaire des Affluents pour une valeur comptable de 948 791 \$.

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138	23 778 964	
Autres	139	8 382 437	7 233 508
	140	32 161 401	7 233 508
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	1 194 031	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	30 967 370	7 233 508

Note

Au cours de l'exercice, la Ville de Terrebonne a procédé à un reclassement de terrains d'une valeur comptable de 1 538 169 \$ et a acquis plusieurs terrains en vue de la création d'un parc industriel sur son territoire.

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

18. Autres actifs non financiers

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	154	2 065 285	673 021
▪ Dépôt sur achat de terrains	155	2 378	2 378
▪ Dépôt acqu. immo/de garantie	156	181 973	460
Autres			
▪ s/o	157		
▪ s/o	158		
	159	2 249 636	675 859

Note**19. Obligations contractuelles****Ville de Terrebonne**

Au 31 décembre 2021, la Ville de Terrebonne a des engagements envers des tiers hors du périmètre comptable qui concernent principalement des contrats de service pour le déneigement, la collecte des ordures et pour des activités de loisirs pour un montant global de 55 282 673 \$ (65 869 338 \$ en 2020).

Les paiements minimums exigibles des prochains exercices sont les suivants :

2022 -	26 118 703 \$
2023 -	16 983 783 \$
2024 -	7 705 533 \$
2025 -	2 450 639 \$
2026 -	432 941 \$
2027 et suivantes -	1 591 074 \$

En fin d'exercice, les engagements relatifs aux activités d'investissement se chiffrent à 204 402 288 \$ (26 135 066 \$ en 2020).

Organismes

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement l'acquisition de biens ou de services, le organismes se sont engagés à effectuer des versements pour un montant total de 1 079 503 \$ au cours des exercices suivants :

2022 -	805 634 \$
2023 -	230 869 \$
2024 -	21 111 \$
2025 -	6 476 \$
2026 -	4 675 \$
2027 et suivantes -	10 738 \$

En fin d'exercice, les engagements relatifs aux activités d'investissement se chiffrent à 164 099 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

20. Droits contractuels**Ville de Terrebonne**

Les droits contractuels sont estimés à 3 780 587 \$ (4 179 217 \$ en 2020). Ils représentent des revenus futurs auxquels la Ville aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des services rendus concernant la gestion d'affichage publicitaire et de location de terrains.

En vertu de ces ententes, l'échéancier des droits contractuels est établi comme suit :

2022 -	467 890 \$
2023 -	478 949 \$
2024 -	478 949 \$
2025 -	478 949 \$
2026 -	478 949 \$
2027 et suivantes -	1 396 901 \$

Les droits contractuels des régies et des organismes sont d'un montant de 140 888 \$ pour les cinq prochaines années.

21. Passifs éventuels

La Ville de Terrebonne a cautionné les emprunts des organismes suivants :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
Les Oeuvres de Galilée	470 000	378 864	403 855
	160	470 000	403 855

s/o

B) Auto-assurance

La Ville ne contracte aucune assurance contre les risques à l'exception du volet automobile. Elle a affecté des excédents afin de couvrir le règlement de réclamations, le paiement de condamnations judiciaires et les charges non prévues au budget.

Au 31 décembre 2021, le montant des excédents affectés à des fins d'auto-assurance est de 1 002 492 \$ (1 002 492 \$ en 2020) et celui à des fins de prévoyance est de 2 000 000 \$ (1 000 000 \$ en 2020).

C) Poursuites**Ville de Terrebonne**

Des poursuites judiciaires et des réclamations ont été intentées contre la Ville de Terrebonne pour un montant total non provisionné de 163 073 119 \$. Elles comprennent notamment : des réclamations concernant des expropriations, des dommages en biens meubles et immeubles à la suite des refoulements des eaux d'égout, et d'autres causes. Au 31 décembre 2021, une provision de 3 847 460 \$ a été comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière, pour la Ville. Ceci représente les meilleures estimations de la direction à l'égard des passifs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

éventuels.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin soit : la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, l'excédent de fonctionnement affecté à titre d'auto-assurance, un règlement d'emprunt à cet effet, l'excédent de fonctionnement non affecté ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres

Ville de Terrebonne et RAIM

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

s/o

23. Redressement aux exercices antérieurs

Les états financiers consolidés ont été redressés afin de considérer l'inclusion au périmètre comptable de la Ville de Terrebonne au 1er janvier 2020 des organismes suivants:

- la CitéGénération 55+
- la Corporation des fêtes du 350e anniversaire de la Ville de Terrebonne
- la Société de développement culturel de Terrebonne (SODECT)

Ceci après avoir revu au courant de l'exercice 2021 l'interprétation des renseignements qui étaient disponibles au 31 décembre 2020.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

En conséquence de ce redressement, les postes décrits ci-après, aux états financiers consolidés, ont été augmentés (diminués) des montants suivants:

État consolidé des résultats pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020

Excédent accumulé au 1er janvier 2020 : 3 605 876 \$

Excédent (déficit) de l'exercice : (137 649) \$

Revenus

Transferts : 1 614 069 \$

Services rendus : 1 208 683 \$

Revenus de placements de portefeuille : 29 951 \$

Charges

Loisirs et culture : 2 890 449 \$

Frais de financement : 99 903 \$

Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice : 3 468 227 \$

État consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020

Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie : 2 089 001 \$

Débiteurs : 566 460 \$

Placements de portefeuille : 877 728 \$

Passifs

Créditeurs et charges à payer : 1 544 575 \$

Revenus reportés : 2 054 086 \$

Dettes à long terme : 3 108 306 \$

Dettes nettes : 3 173 778 \$

Actifs non financiers

Immobilisations : 6 575 715 \$

Autres actifs non financiers : 66 290 \$

Excédent (déficit) accumulé : 3 468 227 \$

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté : (2 098 219) \$

Excédent de fonctionnement affecté : 1 221 309 \$

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs : 4 345 137 \$

État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020

Dettes nettes au 1er janvier 2020 : 3 328 933 \$

Variation des Actifs financiers nets ou de la dette nette : 155 155 \$

Dettes nettes au 31 décembre 2020 : 3 173 778 \$

État consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020

Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au 1er janvier 2020 : 1 835 057 \$

Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie : 253 944 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au 31 décembre 2020 :
2 089 001 \$

État consolidé de l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020

Acquisitions : 77 157 \$

Affectations : 77 157 \$

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés et les partenariats incluant la part qui lui revient dans les budgets de ces organismes auxquels la Ville participe, après élimination des soldes réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé, adopté par l'administration municipale, est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 8 225 000 \$ au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les remboursements en capital à effectuer totalisent une somme de 7 006 167 \$. Les remboursements, au cours des huit (8) prochains exercices, pour renflouer le fonds à même les activités financières se répartissent comme suit :

2022 -	2 252 649 \$
2023 -	1 841 553 \$
2024 -	1 600 560 \$
2025 -	941 043 \$
2026 -	269 976 \$
2027 -	33 462 \$
2028 -	33 462 \$
2029 -	33 462 \$

La RAIM possède un fonds de roulement dont le capital autorisé est de 1 500 000 \$ au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les remboursements en capital à effectuer au cours des dix (10) prochains exercices pour renflouer le fonds à même les activités financières totalisent une somme de 661 674 \$. Ils se répartissent de façon uniforme sur cette période.

La RAETM possède un fonds de roulement dont le capital autorisé est de 850 000 \$ au 31 décembre 2021.

27. Compétences municipales déléguées ou assumées

La Ville de Terrebonne agit à titre de fournisseur de services pour les organismes municipaux suivants :

Valeur des services rendus	2021	2020
Ville de Ste-Anne-des-Plaines		
Sécurité publique	3 644 090 \$	3 417 454 \$
Ville de Bois-des-Filion		
Sécurité publique et hygiène du milieu	2 784 805 \$	2 602 414 \$
Ville de Mascouche		
Hygiène du milieu	93 095 \$	85 026 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Par ailleurs, la Ville de Terrebonne acquiert les services de l'organisme municipal suivant :

Valeur des services acquis	2021	2020
Ville de Repentigny		
Hygiène du milieu	1 257 460 \$	1 143 153 \$

28. Contributions

La Ville de Terrebonne verse des contributions aux organismes supramunicipaux suivants :

	2021	2020
C.M.M.	2 170 238 \$	2 211 092 \$
MRC Les Moulins	2 398 302 \$	1 732 223 \$
A.R.T.M.	13 629 379 \$	13 347 915 \$

29. Environnement

La Ville, à titre de propriétaire de terrains potentiellement contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer notamment à la Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains (L.Q. 2002, chapitre 11).

Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain lorsqu'elle en change l'utilisation. Les montants des coûts de décontamination ne peuvent faire l'objet d'une estimation fiable en date de fin d'exercice.

Pour certains terrains destinés à la revente, la Ville estime que les coûts de décontamination potentiels sont inférieurs à la différence entre la juste valeur du terrain après décontamination et du coût de ce dernier. Pour ces raisons, aucun passif à cet effet n'a été comptabilisé pour l'exercice.

30. COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due à la COVID-19. Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques sur les plans mondial, national, provincial et local.

Face à cette pandémie, plusieurs mesures préventives ont été adoptées. La Ville, la RAIM et la RAETM continuent d'assurer ses services municipaux essentiels. La Ville a suspendu l'application de l'intérêt sur les arrérages de taxes municipales jusqu'au 11 mai 2021.

Conformément aux mesures prescrites, les organismes contrôlés ont été contraints de cesser temporairement plusieurs de leurs activités et certains ont dû procéder à des mises-à-pied temporaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Malgré que les directions respectives suivent de près l'évolution, la COVID-19 a des incidences financières pour la Ville et la RAIM, telle la baisse de la valeur marchande des actifs des régimes de retraite qui pourrait affecter les résultats financiers des exercices futurs. Il est toutefois impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats financiers et sur la situation financière de la Ville, de ses organismes contrôlés et de ses partenariats au cours des exercices futurs.

31. Évènements postérieurs à la date du bilan

s/o

32. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Budget 2021		Réalizations 2021		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	195 544 124	198 645 441	197 875 376	197 875 376			197 708 038
2 Compensations tenant lieu de taxes	5 706 508	5 999 572	6 072 798	6 072 798			6 072 798
3 Quotes-parts						10 180 459	646 646
4 Transferts	16 853 776	5 447 987	5 312 918	5 312 918		9 501 912	8 761 498
5 Services rendus	11 926 913	14 131 018	12 440 680	12 440 680		9 057 797	18 623 981
6 Imposition de droits	17 724 187	15 951 173	24 037 739	24 037 739			24 037 739
7 Amendes et pénalités	3 497 866	4 881 600	4 090 683	4 090 683			4 090 683
8 Revenus de placements de portefeuille	803 133	1 400 000	621 500	621 500		70 083	691 583
9 Autres revenus d'intérêts	1 369 260	1 350 000	1 211 575	1 211 575		(50 555)	1 211 575
10 Autres revenus	209 353		577 295	577 295			514 740
11 Effet net des opérations de restructuration							
12	253 635 120	247 806 791	252 240 564	252 240 564		28 759 696	262 359 281
Investissement							
13 Taxes			128 071	128 071			128 071
14 Quotes-parts							
15 Transferts	5 970 305		9 376 816	9 376 816		637 116	10 013 932
16 Imposition de droits							
Autres revenus							
17 Contributions des promoteurs	4 851 128		11 189 140	11 189 140			11 189 140
18 Autres	1 726 382		765 366	765 366			765 366
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux							
19							
20 Effet net des opérations de restructuration							
21	12 547 815	21 459 393	21 459 393	21 459 393		637 116	22 096 509
22	266 182 935	247 806 791	273 699 957	273 699 957		29 396 812	284 455 790
Charges							
23 Administration générale	31 469 620	31 311 383	49 057 221	49 057 221	1 738 456		50 795 677
24 Sécurité publique	55 590 186	58 992 774	59 774 895	59 774 895	1 787 398		61 562 293
25 Transport	39 581 903	41 214 760	40 700 561	40 700 561	15 847 728		56 551 371
26 Hygiène du milieu	31 212 141	31 842 647	31 272 130	31 272 130	11 551 619		42 108 550
27 Santé et bien-être							
28 Aménagement, urbanisme et développement	7 892 875	9 665 602	11 649 788	11 649 788	225 135		11 874 923
29 Loisirs et culture	26 641 958	30 625 013	31 359 652	31 359 652	6 949 664		45 696 167
30 Réseau d'électricité							
31 Frais de financement	13 979 590	15 568 721	12 683 911	12 683 911		2 201 579	14 885 490
32 Effet net des opérations de restructuration							
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés							
33	37 413 592	38 100 000	38 100 000	38 100 000	(38 100 000)		
34	243 781 865	257 320 900	274 598 158	274 598 158		27 517 292	283 474 471
35	22 401 070	(9 514 109)	(898 201)	(898 201)		1 879 520	981 319
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Budget 2021		Réalizations 2021		Total consolidé'
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	22 401 070	(9 514 109)	(898 201)	1 879 520	981 319	
Moins : revenus d'investissement	2	(12 547 815)	()	(21 459 393)	(637 116)	(22 096 509)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	9 853 255	(9 514 109)	(22 357 594)	1 242 404	(21 115 190)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés							
Amortissement	4	37 413 592	38 100 000	38 100 000	5 571 742	43 671 742	
Produit de cession	5	152 716		292 569	19 000	311 569	
(Gain) perte sur cession	6	69 030		370 629	66 527	437 156	
Réduction de valeur / Reclassement	7	423 863		2 486 961		2 486 961	
Propriétés destinées à la revente	8	38 059 201	38 100 000	41 250 159	5 657 269	46 907 428	
Coût des propriétés vendues	9	1 059		45 101		45 101	
Réduction de valeur / Reclassement	10	(423 863)		(1 538 169)		(1 538 169)	
	11	(422 804)		(1 493 068)		(1 493 068)	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et des participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				(11 536)	(11 536)	
	15				(11 536)	(11 536)	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			1 156 621		1 156 621	
Remboursement de la dette à long terme	17	(32 633 512)	(31 836 244)	(32 782 553)	(5 908 003)	(44 690 556)	
	18	(32 633 512)	(31 836 244)	(31 625 932)	(5 908 003)	(43 533 935)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(4 259 868)	()	(5 845 195)	(499 486)	(6 344 681)	
Excédent (déficit) accumulé	20	400 668	6 680 000	5 904 464	485 152	6 389 616	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	1 712 590	1 184 162	7 355 387	217 305	7 572 692	
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 533 528)	(2 040 600)	(2 302 306)	(162 481)	(2 464 787)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	3 930 312	4 426 791	19 417 996		19 417 996	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	(7 000 000)					
	25	250 174	3 250 353	24 530 346	40 490	24 570 836	
	26	5 253 059	9 514 109	32 661 505	(221 780)	26 439 725	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	15 106 314	10 303 911	10 303 911	1 020 624	5 324 535	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Réalizations 2021		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	12 547 815	21 459 393	637 116	22 096 509
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(1 027 073)	3 217 453	(17 213)	3 234 666
Sécurité publique	3	(4 533 550)	10 434 398	()	10 434 398
Transport	4	(15 517 307)	9 846 932	()	9 846 932
Hygiène du milieu	5	(15 238 158)	8 167 911	(1 555 387)	9 723 298
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 148 376)	24 621 755	()	24 621 755
Loisirs et culture	8	(5 120 060)	3 601 453	(1 225 705)	4 827 158
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()	()	()
	11	(42 584 524)	59 889 902	(2 798 305)	62 688 207
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	()	23 434 825	()	23 434 825
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	()	()	(59 500)	(59 500)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	26 189 728	27 089 568	1 119 767	28 209 335
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	4 259 868	5 845 195	499 486	6 344 681
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	2 529 130	1 111 358	21 019	1 132 377
Excédent de fonctionnement affecté	17			521 025	521 025
Reserves financières et fonds réservés	18	3 592 233	1 449 226	425 217	1 874 443
	19	10 381 231	8 405 779	1 466 747	9 872 526
	20	(6 013 565)	(47 829 380)	(271 291)	(48 100 671)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	6 534 250	(26 369 987)	365 825	(26 004 162)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2020		2021		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	62 092 766	73 247 719	13 399 744		86 647 463
Débiteurs (note 5)	80 783 876	69 993 714	3 168 225		71 199 640
Prêts (note 6)	128 250	128 250			128 250
Placements de portefeuille (note 7)			948 764		948 764
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)		1 194 031			1 194 031
Autres actifs financiers (note 9)	143 004 892	144 563 714	17 516 733		160 118 148
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)					
Emprunts temporaires (note 10)	17 566 943	27 583 700	59 141		27 642 841
Créditeurs et charges à payer (note 11)	51 816 297	85 890 421	7 519 734		91 447 917
Revenus reportés (note 12)	2 419 266	4 465 995	3 719 342		8 185 337
Dettes à long terme (note 13)	430 052 331	424 448 621	87 264 917		511 713 477
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	44 927 303	50 316 780	(45 190)		50 271 590
Autres passifs (note 14)	546 782 140	378 864			378 864
	546 782 140	593 084 381	98 517 944		689 640 026
	(403 777 248)	(448 520 667)	(81 001 211)		(529 521 878)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	874 876 094	893 515 837	107 165 208		1 000 399 168
Propriétés destinées à la revente (note 16)	7 233 508	30 967 370			30 967 370
Stocks de fournitures	1 317 822	1 415 696	170 370		1 586 066
Actifs incorporels achetés (note 17)					
Autres actifs non financiers (note 18)	502 164	1 875 903	373 733		2 249 636
	883 929 588	927 774 806	107 709 311		1 035 202 240
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18 405 650	12 699 744	(7 943 394)		5 907 550
Excédent de fonctionnement affecté	23 286 545	24 925 152	3 883 816		28 808 968
Réserves financières et fonds réservés	2 425 411	3 418 315	1 240 502		4 668 817
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	39 308 712 ) (	59 144 481 ) (	63 847 ) (		53 272 028)
Financement des investissements en cours	591 009	(25 918 805)	7 286 516		(24 632 289)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	474 752 437	523 274 214	22 304 507		544 209 344
Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
	480 152 340	479 254 139	26 708 100		505 680 362
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	85 174 685	87 228 016	95 755 184	87 838 350
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	27 376 621	26 665 955	27 881 968	24 414 473
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	2 000 000	2 065 492	2 818 190	2 276 143
Autres biens et services	8	54 000 997	54 547 808	54 683 043	52 563 299
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	12 583 483	10 746 317	12 809 286	15 036 982
D'autres organismes municipaux	10		187	47 495	53 122
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		521 378	521 418	453 138
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	2 985 238	1 416 029	1 507 291	1 609 470
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	28 904 408	27 975 896	18 442 082	17 517 444
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17	4 284 168	8 323 013	8 323 013	5 744 427
Autres	18	1 361 300	885 748	891 440	1 137 827
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	38 100 000	38 100 000	43 671 742	42 758 327
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21	550 000	1 133 454	1 133 454	1 270 898
Coût des propriétés vendues	22		45 101	45 101	1 059
Indemnité-expropriation	23		14 943 764	14 943 764	
	24	257 320 900	274 598 158	283 474 471	252 674 959

Redressé note 23

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 907 550	12 165 052
Excédent de fonctionnement affecté	2	28 808 968	26 560 577
Réserves financières et fonds réservés	3	4 658 817	3 928 649
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(53 272 028)	(33 125 179)
Financement des investissements en cours	5	(24 632 289)	1 511 700
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	544 209 344	493 658 244
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	505 680 362	504 699 043
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	12 699 744	12 106 400
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(6 792 194)	58 652
	11	5 907 550	12 165 052
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Surplus accumulé ex-Terrebonne	12	69 469	481 524
▪ Déneigement	13	2 000 000	1 000 000
▪ Prévoyance	14	2 000 000	1 000 000
▪ Auto-assurance	15	1 239 451	1 002 492
▪ Taxes infrastructures	16	7 034 528	7 818 605
▪ Exercice suivant	17	5 064 831	2 880 000
▪ Transport en commun	18	1 722 500	2 535 000
▪ Surplus réservés engagements	19	1 049 160	997 765
▪ Autres	20	4 745 213	5 571 159
	21	24 925 152	23 286 545
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RAIM	22	1 637 539	2 052 723
▪ RAETM	23	113 432	20 662
▪ SODECT & CitéGénération 55+	24	2 132 845	1 200 647
	25	3 883 816	3 274 032
	26	28 808 968	26 560 577

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ s/o	27	
▪ s/o	28	
▪ s/o	29	
▪ s/o	30	
▪ s/o	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪ RAETM - Vidanges des boues	33	219 856
▪ s/o	34	59 035
▪ s/o	35	
	36	219 856
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	1 218 832
Organismes contrôlés et partenariats	38	1 020 646
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	2 059 657
Organismes contrôlés et partenariats	40	10 086
Montant non réservé		
Administration municipale	41	139 826
Organismes contrôlés et partenariats	42	122 034
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ s/o	45	
▪ s/o	46	
	47	4 438 961
	48	3 869 614
	48	4 658 817
		3 928 649

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (145 333)	(290 664)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()	()
Autres	53 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 (34 602 760)	(30 384 082)
	55 (34 748 093)	(30 674 746)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()	()
Assainissement des sites contaminés	57 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()	()
Autres		
▪ Présentation - R641-4	59 (14 943 764)	()
▪ s/o	60 ()	()
	61 (49 691 857)	(30 674 746)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	63 ()	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	65 ()	()
Autres		
▪ s/o	66 ()	()
▪ s/o	67 ()	()
	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()	()
Mesure relative à la COVID-19	70 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (3 049 894)	(3 477 662)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()	()
Autres		
▪ R.763, R.641 et R.767	73 (1 156 621)	()
▪ s/o	74 ()	()
	75 (4 206 515)	(3 477 662)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76 626 344	1 027 229
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪ s/o	80	
	81 626 344	1 027 229
	82 (53 272 028)	(33 125 179)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 14 109 662	12 460 213
Investissements à financer	84 (38 741 951)	(10 948 513)
	85 (24 632 289)	1 511 700
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 1 000 399 168	984 618 389
Propriétés destinées à la revente	87 32 161 401	7 233 508
Prêts	88 128 250	128 250
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 948 764	877 728
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 1 033 637 583	992 857 875
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 1 033 637 583	992 857 875
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (511 713 477)	(522 415 960)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (2 693 207)	(2 984 588)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 14 881 488	16 424 003
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97 10 096 957	9 776 914
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (489 428 239)	(499 199 631)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()	()
	101 (489 428 239)	(499 199 631)
	102 544 209 344	493 658 244

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	6
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Régime complémentaire de retraite des cadres de la Ville de Terrebonne

Régime complémentaire de retraite des policiers et policières de la Ville de Terrebonne

Régime complémentaire de retraite des employés cols bleus de la Ville de Terrebonne

Régime complémentaire de retraite des employés cols blancs de la Ville de Terrebonne

Régime complémentaire de retraite des pompiers de la Ville de Terrebonne

Suite à l'entente de principe survenue le 27 juin 2016 entre la Ville et le syndicat des pompiers pour modifier le Régime des pompiers conformément aux exigences de la Loi, le coût maximal du régime des pompiers ne doit pas excéder 20 % des salaires. Le partage des coûts est à 50 % pour les participants actifs et à 50 % pour la Ville de Terrebonne. Toutes cotisations au-delà de la cotisation totale de l'exercice sont transférées au fonds de stabilisation. La mise en place du fonds de stabilisation est établie à 10 % des cotisations au coût du service courant.

Pour le régime des policiers, aucune entente de principe ou sentence arbitrale n'est intervenue entre la Ville de Terrebonne et la fraternité des policiers conformément aux exigences de la Loi. Par conséquent, tout participant actif continue de verser une cotisation annuelle égale 9 % de son salaire et la Ville verse également 9 % des salaires des participants actifs.

Le 12 avril 2017, le conseil municipal de la Ville de Terrebonne a adopté une entente de principe survenue entre la Ville de Terrebonne et le syndicat des cols bleus pour modifier le régime des cols bleus conformément aux exigences de la Loi. Le coût maximal du régime ne doit pas dépasser 20 % des salaires. Le partage des coûts est à 50 % pour les participants actifs et à 50 % pour la Ville de Terrebonne. Toutes cotisations au-delà de la cotisation totale de l'exercice sont transférées au fonds de stabilisation. La mise en place du fonds de stabilisation est établie à 10 % des cotisations au coût du service courant.

Le 4 octobre 2017, le conseil municipal de la Ville de Terrebonne a adopté l'entente de principe survenue entre la Ville de Terrebonne et le syndicat des cols blancs pour modifier le régime des cols blancs conformément aux exigences de la Loi. Le coût maximal du régime ne doit pas dépasser 21 % des salaires. Le partage des coûts est à 50 % pour les participants actifs et à 50 % pour la Ville de Terrebonne. Toutes cotisations au-delà de la cotisation totale de l'exercice sont transférées au fonds de stabilisation. La mise en place du fonds de stabilisation est établie à 15 % des cotisations au coût du service courant.

Le 21 novembre 2017, une sentence arbitrale a été déposée afin de restructurer le régime des cadres conformément aux exigences de la Loi. Le partage de la

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

cotisation totale de l'exercice est à 50 % pour les participants actifs et à 50 % pour la Ville de Terrebonne et elle est sujet à une cotisation minimale de 18 % des salaires. Toutes cotisations au-delà de la cotisation totale d'exercice du régime sont transférées au fonds de stabilisation. La mise en place du fonds de stabilisation est établie à 10 % des cotisations au coût du service courant.

Le participant peut verser des cotisations volontaires relativement à ses services rendus au cours de l'année, sous réserve des limites prévues par les législations applicables.

En vertu des régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service reconnues et sur le salaire final. La rente normale est admissible pour le participant dès le premier jour suivant le 65^e anniversaire de naissance. La rente anticipée est disponible lorsque le participant au régime a atteint l'âge visé et selon certaines modalités.

Pour les régimes des cadres, des cols bleus, des cols blancs et des pompiers, les plus récentes évaluations actuarielles post restructuration en date du 31 décembre 2019 ont été déposées. Pour le régime des policiers, uniquement l'évaluation actuarielle avant restructuration au 31 décembre 2019 a été déposée.

Pour les régimes des cadres et des cols blancs, la Ville utilise la table de mortalité " CPM2014Publ ", sans facteur d'ajustement, combinée à l'échelle d'amélioration de la mortalité " CPM-B " et pour les régimes des cols bleus, des pompiers et des policiers, il s'agit de la table de mortalité " CPM2014Publ ", avec facteur d'ajustement de 115 %, combinée à l'échelle d'amélioration de la mortalité " CPM-B ".

RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE LA RÉGIE D'AQUEDUC INTERMUNICIPALE DES MOULINS (RAIM) ET DE LA MRC LES MOULINS

Les employés syndiqués de la RAIM bénéficient d'un régime de retraite à prestations déterminées, soit le Régime complémentaire de retraite des employés de la Régie d'aqueduc intermunicipale des Moulins (RAIM) et de la MRC Les Moulins qui est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012. Ce régime est régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et le règlement afférent.

Suite à l'entente signée en 2016, par la Régie avec son régime de retraite, tout participant actif verse une cotisation annuelle globale égale à 9% incluant la cotisation de stabilisation, de son salaire, sous réserve des règles fiscales. La RAIM s'engage à verser au régime, chaque année, un montant global annuel de 9 % incluant la cotisation de stabilisation, des salaires des participants actifs.

Le participant peut verser des cotisations volontaires relativement à ses services rendus au cours de l'année, sous réserve des limites prévues par les législations applicables.

En vertu du régime, les prestations versées aux employés sont basées sur le

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

nombre d'années de service reconnues et sur le salaire final. La rente normale est admissible pour le participant dès le premier jour du mois suivant le 65^e anniversaire de naissance. La rente anticipée est disponible lorsque le participant au régime a atteint l'âge de 55 ans et selon certaines modalités.

La plus récente évaluation actuarielle post restructuration en date du 31 décembre 2019 a été déposée le 14 décembre 2020.

La RAIM utilise la table de mortalité " CPM2014Publ ", sans facteur d'ajustement, combinée à l'échelle d'amélioration de la mortalité " CPM-B ".

RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RETRAITE

Il existe un régime de retraite excédentaire au bénéfice des employés cadres de la Ville de Terrebonne dont les prestations représentent l'accumulation des cotisations au taux de 9,9 % de la portion du salaire qui ne peut être couvert au Régime complémentaire de retraite des cadres de la Ville de Terrebonne.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 596 055	1 212 321
Charge de l'exercice	4 (7 888 674)	(7 753 432)
Cotisations versées par l'employeur	5 7 844 628	7 137 166
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 552 009	596 055
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 299 692 495	272 890 896
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (304 234 737)	(277 845 792)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (4 542 242)	(4 954 896)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 5 094 251	5 550 951
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 552 009	596 055
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 552 009	596 055
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 4	4
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 142 913 678	129 935 618
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (147 455 920)	(134 890 514)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (4 542 242)	(4 954 896)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 227 072	14 815 552
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	20
	15 227 072	14 815 552
Cotisations salariales des employés	21 (7 725 449)	(7 443 670)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (15 418)	(16 572)
	23 7 486 205	7 355 310
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 554 336	529 526
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	26
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	27
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	28
Variation de la provision pour moins-value	28	29
Autres	29	30
▪ s/o	30	31
▪ s/o	31	32
Charge de l'exercice excluant les intérêts	8 040 541	7 884 836
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	14 708 019	14 112 150
Rendement espéré des actifs	33 (14 859 886)	(14 243 554)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (151 867)	(131 404)
Charge de l'exercice	35 7 888 674	7 753 432
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 22 847 814	12 459 697
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (14 859 886)	(14 243 554)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 7 987 928	(1 783 857)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 3 462 906	1 063 989
Prestations versées au cours de l'exercice	40 12 314 833	11 373 742
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 309 383 202	271 323 922
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	43
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 166 141	135 260
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8	44	45
Pour la réserve de restructuration	44	45
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 20 687 544	8 184 351
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,46 %	5,40 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,46 %	5,40 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,71 %	2,71 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques	51	52
▪ s/o	51	52
▪ s/o	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements
RÉGIME D'AVANTAGES SOCIAUX COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Le régime d'avantages sociaux complémentaires de retraite est un régime qui prévoit des couvertures pour les soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités. Pour être admissible, il faut être retraité de la Ville de Terrebonne et de la RAIM et avoir été embauché avant les dates suivantes :

Employés cadres (incluant les cadres de la RAIM) : 24 janvier 2008
Employés cols bleus : 8 août 2003
Employés cols blancs : 29 janvier 2011
Pompiers temps plein : 14 mai 2008

Ainsi, les employés policiers et ceux de la RAIM (autres que les cadres) bénéficient de ce régime.

Les surveillants concierges ne sont pas admissibles aux avantages sociaux complémentaires de retraite.

La protection de ce régime se termine au décès de l'employé retraité.

Le conjoint survivant bénéficie du maintien de la couverture pour les soins médicaux pendant 24 mois.

La dernière évaluation actuarielle complète du régime d'avantages sociaux complémentaires de retraite date du 31 décembre 2019.

Pour les régimes des cadres et des cols blancs, la Ville utilise la table de mortalité " CPM2014Publ ", sans facteur d'ajustement, combinée à l'échelle d'amélioration de la mortalité " CPM-B " et pour les régimes des cols bleus, des pompiers et des policiers, il s'agit de la table de mortalité " CPM2014Publ ", avec facteur d'ajustement de 115 %, combinée à l'échelle d'amélioration de la mortalité " CPM-B ".

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (45 473 583)	(41 052 048)
Charge de l'exercice	56 (6 283 279)	(5 179 952)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 933 263	758 417
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (50 823 599)	(45 473 583)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (60 434 433)	(65 675 916)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (60 434 433)	(65 675 916)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 9 610 834	20 202 333
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (50 823 599)	(45 473 583)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (50 823 599)	(45 473 583)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (60 434 433)	(65 675 916)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (60 434 433)	(65 675 916)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 2 245 769	1 808 079
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	(286 531)
	72 2 245 769	1 521 548
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (21 558)	(16 899)
	75 2 224 211	1 504 649
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 2 642 738	1 861 619
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	286 531
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪ s/o	81	
▪ s/o	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 4 866 949	3 652 799
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 1 416 330	1 527 153
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 1 416 330	1 527 153
Charge de l'exercice	87 6 283 279	5 179 952

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	7 948 761 (9 146 865)
Prestations versées au cours de l'exercice	92	933 263 758 417
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	11 11
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	2,60 % 2,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,00 % 2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,40 % 5,50 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	4,00 % 4,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2040 2040
Autres hypothèses économiques		
▪ s/o	104	
▪ s/o	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements			
		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	21	16

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les organismes municipaux se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	45 995	50 459
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	155 005	179 652
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	53 462	54 125
	123	208 467	233 777
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	148 095 258	146 899 443	144 536 195
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	5 229 068	5 188 290	5 059 461
Activités de fonctionnement	3	9 666 306	9 590 692	9 381 351
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	123 875	123 028	288 260
Activités de fonctionnement	8	(1 100 000)	(1 102 357)	(1 098 084)
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	162 014 507	160 699 096	158 167 183
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	13 497 470	13 534 087	12 836 226
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	6 874 284	6 949 290	6 437 395
Matières résiduelles	15	1 610 980	1 791 776	1 632 174
Autres				
▪ Autres	16		290	(244)
▪ s/o	17			
▪ s/o	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	661 500	576 514	557 232
Service de la dette	20	13 986 700	14 324 323	15 712 671
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23		128 071	128 071
	24	36 630 934	37 304 351	37 273 988
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	36 630 934	37 304 351	37 273 988
	29	198 645 441	198 003 447	195 342 637

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	45 406	45 428	45 547
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31	400	464	464
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	45 806	45 892	46 011
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	2 441 689	2 376 836	2 235 229
Cégeps et universités	36	364 243	357 598	364 334
Écoles primaires et secondaires	37	2 768 620	2 945 224	2 678 509
	38	5 574 552	5 679 658	5 278 072
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	5 620 358	5 725 550	5 324 083
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	207 090	179 790	191 279
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	138 324	134 439	149 259
Taxes d'affaires	46			
	47	345 414	314 229	340 538
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48	33 800	33 019	41 887
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50	33 800	33 019	41 887
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	5 999 572	6 072 798	5 706 508

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			
Sécurité publique				
Police	56	57 375	57 375	286 088
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58	56 500	41 749	186 490
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	257 700	311 886	309 040
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62	50 600	50 967	50 898
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70		8 209	
Réseau de distribution de l'eau potable	71	81 160	86 796	86 823
Traitement des eaux usées	72	60 500	55 051	37 353
Réseaux d'égout	73	40 500	38 715	28 548
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	915 000	1 254 439	1 201 388
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77		59 680	58 718
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80	60 600	38 528	7 668
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social		82		
Sécurité du revenu		83		
Autres		84		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage		85		
Rénovation urbaine		86		
Promotion et développement économique		87		
Autres		88		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	31 600	56 676	3 497 047
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	305 000	724 641	724 641
Autres	91	30 100	140 176	140 176
Réseau d'électricité	92			
	93	1 889 260	2 916 679	6 365 259
				4 052 590

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	7 581 380	7 581 380	3 645 936
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		312 615	
Réseau de distribution de l'eau potable	110	677 549	677 549	(529)
Traitement des eaux usées	111	(1 291)	(1 291)	680 486
Réseaux d'égout	112			289 750
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			(842 896)
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128	1 119 178	1 443 679	2 256 955
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	9 376 816	10 013 932	6 029 702

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	2 631 000	1 468 512	1 995 908
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	927 727	927 727	965 882
Dotation spéciale de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			11 518 244
	144	3 558 727	2 396 239	14 480 034
TOTAL DES TRANSFERTS	145	5 447 987	14 689 734	24 562 326

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2021	2021	2021	2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	146	304 545	246 416	289 384
Évaluation	147			
Autres	148	1 021 520	317 108	68 296
	149	1 326 065	563 524	357 680
Sécurité publique				
Police	150	6 167 254	6 557 095	5 823 825
Sécurité incendie	151	100 500	198 134	194 546
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	6 267 754	6 755 229	6 018 371
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161		30 363	31 646
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163	428 300	501 519	369 643
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	428 300	501 519	401 289

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2021	2021	2021	2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social		174		
Autres		175		
		176		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage		177		
Rénovation urbaine		178		
Promotion et développement économique		179		
Autres		180		
		181		
Loisirs et culture				
Activités récréatives		182		
Activités culturelles				
Bibliothèques		183		
Autres		184		
		185		
Réseau d'électricité				
		186		
		187	8 022 119	7 574 468
			7 820 272	6 777 340

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189	86	86	45 572
Autres	190	1 514 699	1 507 520	1 830 151
	191	1 514 699	1 507 606	1 875 723
Sécurité publique				
Police	192	692 800	593 753	575 432
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196	692 800	593 753	575 432
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	224 400	81 803	51 329
Enlèvement de la neige	198	435 300	327 809	263 091
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204	7 500	9 228	3 514
	205	667 200	418 840	317 934
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206	12 800	75 540	7 818
Réseau de distribution de l'eau potable	207	30 600	41 850	33 200
Traitement des eaux usées	208	499 100	143 609	397 433
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210	1 314 400	1 429 258	1 382 205
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215	300		888
	216	1 857 200	1 690 257	1 821 544

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2021	2021	2021	2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	500		
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	31 000	47 553	32 255
	225	31 500	47 553	32 255
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	1 012 700	256 662	4 765 167
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	86 600	55 824	32 755
Autres	228	246 200	49 913	7 334
	229	1 345 500	362 399	4 805 256
Réseau d'électricité				
	230			
	231	6 108 899	4 620 408	9 428 144
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	14 131 018	12 440 680	16 205 484

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	1 893 100	1 912 313	2 164 074
Droits de mutation immobilière	234	14 000 000	22 106 808	15 448 660
Droits sur les carrières et sablières	235	58 073	18 618	111 453
Autres	236			
	237	15 951 173	24 037 739	17 724 187
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	4 881 600	4 090 683	3 497 866
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239	1 400 000	621 500	926 267
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	1 350 000	1 211 575	1 369 260
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		(370 629)	(162 274)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243		787 921	6 098
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		11 189 140	4 851 128
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			25 000
Redevances réglementaires	249			
Autres	250		925 369	1 978 884
	251		12 531 801	6 698 836
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
1	5 896 543	5 662 677	5 327	5 668 004	5 668 004	5 202 065
2	4 753 431	22 475 416	8 999	22 484 415	22 484 415	5 704 583
3	13 576 381	13 073 682	45 751	13 119 433	13 119 433	13 436 149
4	1 287 292	796 691		796 691	796 691	900 112
5	4 624 041	4 815 435	4 051	4 819 486	4 819 486	3 984 569
Autres						
▪ Autres	1 173 695	2 233 320	1 674 328	3 907 648	3 907 648	3 703 891
▪ s/o						
8	31 311 383	49 057 221	1 738 456	50 795 677	50 795 677	32 931 369
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
9	40 388 367	41 368 255	1 052 643	42 420 898	42 420 898	38 969 175
10	17 034 563	16 840 478	703 479	17 543 957	17 543 957	16 076 107
11	349 700	457 174	31 276	488 450	488 450	1 066 771
12	1 220 144	1 108 988		1 108 988	1 108 988	953 896
13	58 992 774	59 774 895	1 787 398	61 562 293	61 562 293	57 065 949
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voie municipale	7 235 723	6 790 151	13 630 230	20 420 381	20 420 381	20 313 139
Enlèvement de la neige	12 492 480	12 427 907	47 926	12 475 833	12 475 833	12 397 203
Éclairage des rues	1 104 800	1 034 130	2 020 068	3 054 198	3 054 198	3 133 870
Circulation et stationnement	1 360 278	1 279 077	89 823	1 368 900	1 368 900	1 289 904
Transport collectif						
Transport en commun	13 629 420	13 615 620		13 615 620	13 615 620	13 347 915
Transport aérien						
Transport par eau						
Autres	5 392 059	5 553 676	59 681	5 613 357	5 616 439	5 106 747
22	41 214 760	40 700 561	15 847 728	56 548 289	56 551 371	55 588 778

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	9 866 495	9 267 684	1 720	9 269 404	9 216 325	8 634 690
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 060 342	3 872 694	3 352 062	7 224 756	7 224 756	6 144 407
Traitement des eaux usées	25	2 942 477	2 813 917	764 775	3 578 692	2 916 572	3 360 013
Réseaux d'égout	26	4 488 755	5 268 566	6 549 846	11 818 412	11 818 412	11 226 096
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	4 388 104	4 233 477		4 233 477	4 233 477	4 601 271
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 925 185	1 793 242		1 793 242	1 793 242	2 046 682
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	2 403 800	1 858 028		1 858 028	1 858 028	2 399 207
Traitement	32						
Matériaux secs	33	947 300	260 895		260 895	260 895	930 450
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	60 000	6 488	207 020	213 508	213 508	25 081
Protection de l'environnement	38	1 023 689	1 291 139	5 564	1 296 703	1 296 703	723 332
Autres	39	736 500	606 000	670 632	1 276 632	1 276 632	1 742 708
	40	31 842 647	31 272 130	11 551 619	42 823 749	42 108 550	41 833 937
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Non audité						
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
45 Aménagement, urbanisme et zonage	9 377 411	11 363 224	177 030	11 540 254	11 540 254	7 794 054
Rénovation urbaine						
46 Biens patrimoniaux						
47 Autres biens						
Promotion et développement économique						
48 Industries et commerces	288 191	286 564	48 105	334 669	334 669	272 675
49 Tourisme						
50 Autres						
51 Autres						
	9 665 602	11 649 788	225 135	11 874 923	11 874 923	8 066 729
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
53 Centres communautaires	2 066 516	1 206 074	714 449	1 920 523	1 920 523	2 024 464
54 Patinoires intérieures et extérieures	2 023 200	1 177 778	211 205	1 388 983	1 388 983	44 429
55 Piscines, plages et ports de plaisance	2 989 171	2 821 476	267 551	3 089 027	3 077 027	1 297 168
56 Parcs et terrains de jeux	6 727 670	7 584 903	4 827 481	12 412 384	12 412 384	10 293 160
57 Parcs régionaux						
58 Expositions et foires	285 300	223 543		223 543	223 543	36 016
59 Autres	9 051 358	10 399 085	498 319	10 897 404	18 296 255	19 009 766
60	23 143 215	23 412 859	6 519 005	29 931 864	37 318 715	32 705 003
Activités culturelles						
61 Centres communautaires	878 850	571 837	293 318	865 155	865 155	599 356
62 Bibliothèques	4 622 561	4 699 383	137 341	4 836 724	4 836 724	4 545 632
Patrimoine						
63 Musées et centres d'exposition						
64 Autres ressources du patrimoine	1 980 387	2 675 573		2 675 573	2 675 573	2 185 494
65 Autres	7 481 798	7 946 793	430 659	8 377 452	8 377 452	7 330 482
66						
67	30 625 013	31 359 652	6 949 664	38 309 316	45 696 167	40 035 485

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	11 573 537	10 345 390		10 345 390	12 378 697	14 424 850
Autres frais	1 009 946	922 492		922 492	999 502	1 118 392
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	2 552 238	1 264 463		1 264 463	1 264 463	1 395 749
Autres	433 000	151 566		151 566	242 828	213 721
	15 568 721	12 683 911		12 683 911	14 885 490	17 152 712
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS						
	38 100 000	38 100 000 (	38 100 000 (	38 100 000 (

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 524 716	2 691 349	2 036 030
Usines de traitement de l'eau potable	2		543 059	
Usines et bassins d'épuration	3	2 884 733	3 209 847	1 698 811
Conduites d'égout	4	1 368 576	1 368 576	3 875 352
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 865 255	4 865 255	12 048 103
Ponts, tunnels et viaducs	7	525 629	525 629	69 571
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 086 442	1 086 442	951 898
Aires de stationnement	9			47 057
Parcs et terrains de jeux	10	2 392 512	2 392 512	3 576 036
Autres infrastructures	11	2 916 975	2 916 975	8 564 868
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	8 794 296	8 866 182	2 241 276
Édifices communautaires et récréatifs	14	560 314	1 222 452	898 937
Améliorations locatives	15	646 461	646 461	1 266 488
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	2 570 677	2 570 677	1 225 352
Ameublement et équipement de bureau	18	2 606 387	2 657 710	1 424 442
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 582 536	2 560 688	2 345 971
Terrains	20	24 385 785	24 385 785	1 088 567
Autres	21	178 608	178 608	97 832
	22	59 889 902	62 688 207	43 456 591

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	108 220	274 853	749 248
Usines de traitement de l'eau potable	24		543 059	
Usines et bassins d'épuration	25	2 446 674	2 771 788	1 393 393
Conduites d'égout	26	672 060	672 060	2 109 837
Autres infrastructures	27	7 307 477	7 307 477	18 150 988
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	2 416 496	2 416 496	1 286 782
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30	438 059	438 059	305 418
Conduites d'égout	31	696 516	696 516	1 765 515
Autres infrastructures	32	4 479 336	4 479 336	7 106 545
Autres immobilisations corporelles	33	41 325 064	43 088 563	10 588 865
	34	59 889 902	62 688 207	43 456 591

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 534 106	334 755	370 367	2 498 494
Réserves financières et fonds réservés	3	2 110 825	122 033	173 201	2 059 657
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	201 295 518	13 651 516	26 575 578	188 371 456
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	303 036 096	44 913 271	41 353 778	306 595 589
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	508 976 545	59 021 575	68 472 924	499 525 196
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	16 406 453		1 525 055	14 881 398
Organismes municipaux	10	17 550		17 460	90
Autres tiers	11				
	12	16 424 003		1 542 515	14 881 488
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	16 424 003		1 542 515	14 881 488
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	15				
	16				
	17	16 424 003		1 542 515	14 881 488
	18	525 400 548	59 021 575	70 015 439	514 406 684
Dettes en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	525 400 548	59 021 575	70 015 439	514 406 684

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	426 814 019
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	38 436 773
Activités de fonctionnement à financer	3	14 989 624
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪ s/o	5	
▪ s/o	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	4 805 437
Débiteurs	9	14 249 636
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	8 832 645
Autres		
▪ s/o	12	
▪ s/o	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	452 352 698
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	87 040 637
Endettement net à long terme	16	539 393 335
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	670 764
Autres organismes	19	9 887 562
Endettement total net à long terme	20	549 951 661
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	549 951 661
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	2 216 508	2 170 238	2 211 092
Sécurité publique				
Police	4	228 300	228 279	226 214
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	13 629 420	13 615 619	13 347 915
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	10 236 000	9 533 814	
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	2 594 180	2 427 946	1 732 223
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	28 904 408	27 975 896	18 442 082
				17 517 444

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1	816 865	503 000
Charges sociales	2	186 972	124 272
Biens et services	3	58 683 895	41 469 692
Frais de financement	4	202 170	487 560
Autres	5		
	6	59 889 902	42 584 524

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	126,00	225 839,00	16 591 108	4 591 596	21 182 704
Professionnels	2	86,00	146 437,00	8 937 610	2 758 626	11 696 236
Cols blancs	3	254,00	421 265,00	16 694 790	5 880 913	22 575 703
Cols bleus	4	198,00	368 857,00	12 636 689	4 144 031	16 780 720
Policiers	5	197,00	387 266,00	22 100 829	6 056 353	28 157 182
Pompiers	6	111,00	242 177,00	9 959 788	3 083 320	13 043 108
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	972,00	1 791 841,00	86 920 814	26 514 839	113 435 653
Élus	9	17,00		1 124 067	338 088	1 462 155
	10	989,00		88 044 881	26 852 927	114 897 808

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	86 796	338 774	338 774	764 344
Réseau de distribution de l'eau potable	13		(970)		53 760
Traitement des eaux usées	14	55 051			38 715
Réseaux d'égout	15	38 715			13 832 915
Autres	16	5 111 793	3 021 446	5 699 676	14 689 734
	17	5 292 355	3 359 899	6 037 480	

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	970 606	1 117 542
	4	970 606	1 117 542
Sécurité publique			
Police	5	935 567	987 101
Sécurité incendie	6	67 487	74 314
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	1 003 054	1 061 415
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	3 208 294	3 532 844
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	503 513	554 448
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	3 711 807	4 087 292
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	295	323
Réseau de distribution de l'eau potable	17	556 327	612 606
Traitement des eaux usées	18	499 055	556 461
Réseaux d'égout	19	1 051 002	1 157 324
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	178 674	196 749
	26	2 285 353	2 523 463
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 003 866	2 206 581
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	13 930	15 339
Autres	34		
	35	2 017 796	2 221 920
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	2 475 943	2 726 415
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	173 613	182 662
Autres	38	45 739	58 881
	39	2 695 295	2 967 958
Réseau d'électricité			
	40		
	41	12 683 911	13 979 590

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Bellavance, Nathalie	Conseiller	49 593	17 401	24 826	
Brisebois, Robert	Conseiller	41 214	17 401		
Demers, Jacques	Conseiller	35 854	17 401		
Desbiens, Caroline	Conseiller	26 694	13 347		
Fortin, Eric	Conseiller	40 434	17 401		
Gagnon, Serge	Conseiller	46 711	17 401	10 074	
Leclerc, Réal	Conseiller	33 513	16 536	4 748	
Maisonneuve, Yan	Conseiller	56 003	17 401	26 162	
Paquin, Simon	Conseiller	61 394	17 401	10 440	
Plante, Marc, André	Maire	115 015	17 401	30 495	
Ricard, Nathalie	Conseiller	50 007	17 401	14 283	
St-Pierre, Dany	Conseiller	36 274	17 401	1 991	
Villeneuve, Brigitte	Conseiller	46 375	17 401	21 136	
Fontaine, André	Conseiller	38 076	17 401		
Lepage, Nathalie	Conseiller	32 480	16 020		
Michaud, Marc-André	Conseiller	31 430	15 715	2 655	
Morin, Robert	Conseiller	33 230	16 615		
Abaunza, Claudia	Conseiller	6 512	3 256		
Aucoin, Daniel	Conseiller	5 288	2 644	959	480
Auger, Robert	Conseiller	6 329	3 164	516	258
Berthiaume, Raymond	Conseiller	6 799	3 399	516	258
Corbeil, Michel	Conseiller	5 768	2 884		
Couturier, Marie-Ève	Conseiller	4 818	2 409		
Doyon, Valérie	Conseiller	5 768	2 884		
Guarnieri, Anna	Conseiller	4 818	2 409		
Ladouceur, Benoit	Conseiller	5 008	2 504	2 076	1 038
Leblanc, Sonia	Conseiller	5 478	2 739		
Maldonado, Carl Miguel	Conseiller	5 768	2 884		
Mokas, Vicky	Conseiller	4 818	2 409		
Traversy, Mathieu	Maire	16 874	8 437		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1			8 225 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input checked="" type="checkbox"/>	3	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4			401 596 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	<input checked="" type="checkbox"/>	6	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7			\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8			\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9			\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10			\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11			\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12			\$
Ligne 14 : Débiteurs	13			\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14			\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15			\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	16			\$
Ligne 20 : Revenus reportés	17			\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18 19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 1 217 649 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21 22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 5 422 778 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24 25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27 28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30 31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32 33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 _____ \$
- b) autres formes d'aide 43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 567-10-2019
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2019-10-28
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 2
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 13
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 7
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 4
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 2
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 2
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 6 384
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 2 100
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 11
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | | |
|--|----|-----------------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 | \$ |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 | <u>17 425 306 \$</u> |
| Ministère des Transports | 80 | <u>47 772 \$</u> |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 | <u>1 463 263 \$</u> |
| Autres ministères/organismes | 82 | <u>8 715 548 \$</u> |
| | 83 | <u><u>27 651 889 \$</u></u> |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	2

Rapport de l'auditeur indépendant

À la trésorière de la
Ville de Terrebonne

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de Ville de Terrebonne (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et Ville (chapitre C-19).

En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Le 9 mai 2022

¹ FCPA auditrice, FCA, permis de comptabilité publique n° A115222

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	198 003 447
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	26 998 492
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	576 514
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	170 428 441

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	14 648 254 705
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	14 731 462 505
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	14 689 858 605

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,1602 / 100 \$
--	-----------	------------------------

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | | |
|----|---|---|-------------------------------------|----|-------------------------------------|
| 1. | Est-ce que le rapport financier est consolidé? | 1 | <input checked="" type="checkbox"/> | 2 | <input type="checkbox"/> |
| | Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». | | | | |
| | Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | 4 | <input type="checkbox"/> |
| 2. | La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> |
| 3. | Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 7 | <input type="checkbox"/> | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 4. | Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 9 | <input type="checkbox"/> | 10 | <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

- | | | | | | | | |
|----|--|----|--------------------------|----|--------------------------|----|-------------------------------------|
| 5. | La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? | 11 | <input type="checkbox"/> | 12 | <input type="checkbox"/> | 13 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 6. | La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? | 14 | <input type="checkbox"/> | 15 | <input type="checkbox"/> | 16 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 7. | La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? | 17 | <input type="checkbox"/> | 18 | <input type="checkbox"/> | 19 | <input checked="" type="checkbox"/> |

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

- | | | | | | | | |
|----|--|----|-------------------------------------|----|--------------------------|----|--------------------------|
| 8. | Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? | 20 | <input checked="" type="checkbox"/> | 21 | <input type="checkbox"/> | 22 | <input type="checkbox"/> |
| | Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 23 | <input checked="" type="checkbox"/> | 24 | <input type="checkbox"/> | | |

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

- | | | | | | |
|----|---|----|--------------------------|----|-------------------------------------|
| 9. | La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? | 25 | <input type="checkbox"/> | 26 | <input checked="" type="checkbox"/> |
|----|---|----|--------------------------|----|-------------------------------------|

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	156 347 717
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	5 314 041
Activités de fonctionnement	3	9 868 933
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	(1 100 000)
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	170 430 691

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	13 243 092
Égout	13	6 865 451
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	1 728 640
Autres		
▪ Piscines	16	348 420
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	559 000
Service de la dette	20	14 078 000
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	36 822 603
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	36 822 603
	29	207 253 294

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	45 406
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	400
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	45 806

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	2 412 130
Cégeps et universités	7	364 243
Écoles primaires et secondaires	8	3 986 703
	9	6 763 076

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	6 808 882

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	214 078
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	134 776
Taxes d'affaires	17	
	18	348 854

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	33 019
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	33 019

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	7 190 755

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
1	Taxe foncière générale (taux unique)	x	/100 \$					
2	Taxe foncière générale (taux variés)	12 022 953 199 x	0,8329 /100 \$	100 139 177				
3	Résiduelle (résidentielle et autres)	701 711 511 x	0,8329 /100 \$	5 844 555				
4	Immeubles de 6 logements ou plus	1 773 651 118 x	/100 \$					
5	Immeubles non résidentiels	473 531 940 x	/100 \$					
6	Immeubles industriels							
7	Terrains vagues desservis							
8	Immeubles non résidentiels							
9	Autres	91 210 300 x	1,5490 /100 \$	1 412 848				
10	Immeubles forestiers							
11	Immeubles agricoles	119 915 500 x	0,8329 /100 \$	998 776				
12	Total			108 395 356 (	) (	47 962 361	)	156 347 717
Taxes spéciales								
13	Service de la dette (taux unique)	15 182 973 568 x	0,0350 /100 \$	5 314 041				
14	Service de la dette (taux variés)							
15	Résiduelle (résidentielle et autres)	x	/100 \$					
16	Immeubles de 6 logements ou plus	x	/100 \$					
17	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$					
18	Immeubles industriels	x	/100 \$					
19	Terrains vagues desservis							
20	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$					
21	Autres	x	/100 \$					
22	Immeubles forestiers	x	/100 \$					
23	Immeubles agricoles	x	/100 \$					
24	Total			5 314 041 (	) (	5 314 041	)	5 314 041

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
21	15 182 973 568	x 0,0650	/100 \$				
Activités de fonctionnement (taux unique)							
Activités de fonctionnement (taux variés)							
22		x	/100 \$				
23		x	/100 \$				
24		x	/100 \$				
25		x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
26		x	/100 \$				
27		x	/100 \$				
28		x	/100 \$				
29		x	/100 \$				
30							9 868 933
Taxes spéciales							
31		x	/100 \$				
Activités d'investissement (taux unique)							
Activités d'investissement (taux variés)							
32		x	/100 \$				
33		x	/100 \$				
34		x	/100 \$				
35		x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
36		x	/100 \$				
37		x	/100 \$				
38		x	/100 \$				
39		x	/100 \$				
40							
Valeur locative imposable							
41		x	%				
Taxe d'affaires sur la valeur locative							

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>240,00 \$</u>
Égout	2 <u>\$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>146,00 \$</u>
Matières résiduelles	5 <u>185,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Infrastructures	0,0350	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Environnement	0,0650	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Piscine	20,0000	4 - tarif fixe (compensation)	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
1	Générales	39 628 616	10 570 928		1 504 058	6 546 267	1 118 692
2	De secteur	(133 911)	(16 083)		(10 413)	(62 892)	(7 657)
3	Autres						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
4	Service de la dette	1 644 570	439 070		84 572	650 643	111 188
5	Autres	2 200 046	719 498			1 456 764	
Taxes d'affaires							
6	Sur la valeur locative						
7	Autres						
8		43 339 321	11 713 413		1 578 217	8 590 782	1 222 223

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité			Immeubles forestiers	Résidentielles		Résiduelle		Total
				Résidentielles	Résiduelle	Agriculture	Autres	
				Résidences				
	Taxes sur la valeur foncière							
	Générales	1		112 074 348	87 782			171 530 691
	De secteur	2		(868 761)	(283)			(1 100 000)
	Autres	3						
	Taxes sur une autre base							
	Taxes, compensations et tarification							
	Service de la dette	4		11 139 232	8 725			14 078 000
	Autres	5		17 789 223	20 072			22 185 603
	Taxes d'affaires							
	Sur la valeur locative	6						
	Autres	7						
		8		140 134 042	116 296			206 694 294

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
Première tranche imposable d'un immeuble non résidentiel et immeubles industriels de 600 000\$, le taux est de 2,0852\$.			
Tranches subséquentes à 600 000\$ d'un immeuble non résidentiel et immeubles industriels, le taux est de 2,1498\$.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21	_____	\$
2022	22	_____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23	_____	\$
2022	24	_____	\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input checked="" type="checkbox"/> 32 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	33 <u>749 654 \$</u>
5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34 _____ \$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35 <u>2021-12-21</u>
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36 <u>262 022 450 \$</u>
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37 <u>34 758 315 \$</u>
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38 <u>13 307 053 \$</u>
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39 <u>(3 395 484) \$</u>

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, , atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Terrebonne pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du .

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Terrebonne.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Terrebonne consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Terrebonne détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-03 11:01:05

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Budget 2021		Réalizations 2021		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires		
Revenus							
Fonctionnement	1	253 635 120	247 806 791	252 240 564	28 759 696	262 359 281	
Investissement	2	12 547 815		21 459 393	637 116	22 096 509	
	3	266 182 935	247 806 791	273 699 957	29 396 812	284 455 790	
Charges	4	243 781 865	257 320 900	274 598 158	27 517 292	283 474 471	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	22 401 070	(9 514 109)	(898 201)	1 879 520	981 319	
Moins : revenus d'investissement	6	(12 547 815)		(21 459 393)	(637 116)	(22 096 509)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	9 853 255	(9 514 109)	(22 357 594)	1 242 404	(21 115 190)	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	37 413 592	38 100 000	38 100 000	5 571 742	43 671 742	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			1 156 621		1 156 621	
Remboursement de la dette à long terme	10	(32 633 512)	(31 836 244)	(32 782 553)	(5 908 003)	(44 690 556)	
Affectations							
Activités d'investissement	11	(4 259 868)		(5 845 195)	(499 486)	(6 344 681)	
Excédent (déficit) accumulé	12	4 510 042	3 250 353	30 375 541	539 976	30 915 517	
Autres éléments de conciliation	13	222 805		1 657 091	73 991	1 731 082	
	14	5 253 059	9 514 109	32 661 505	(221 780)	26 439 725	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	15 106 314		10 303 911	1 020 624	5 324 535	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.
Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	62 092 766	73 247 719	86 647 463
Débiteurs	2	80 783 876	69 993 714	71 199 640
Placements de portefeuille	3			948 764
Autres	4	128 250	1 322 281	1 322 281
	5	143 004 892	144 563 714	160 118 148
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	430 052 331	424 448 621	511 713 477
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	44 927 303	50 316 780	50 271 590
Autres	9	71 802 506	118 318 980	127 654 959
	10	546 782 140	593 084 381	689 640 026
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(403 777 248)	(448 520 667)	(529 521 878)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	874 876 094	893 515 837	1 000 399 168
Autres	13	9 053 494	34 258 969	34 803 072
	14	883 929 588	927 774 806	1 035 202 240
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	18 405 650	12 699 744	5 907 550
Excédent de fonctionnement affecté	16	23 286 545	24 925 152	28 808 968
Réserves financières et fonds réservés	17	2 425 411	3 418 315	4 658 817
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	39 308 712 ) (	59 144 481 ) (	53 272 028) (
Financement des investissements en cours	19	591 009	(25 918 805)	(24 632 289)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	474 752 437	523 274 214	544 209 344
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	480 152 340	479 254 139	505 680 362

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Surplus accumulé ex-Terrebonne	23	69 469	481 524
▪ Déneigement	24	2 000 000	1 000 000
▪ Prévoyance	25	2 000 000	1 000 000
▪ Auto-assurance	26	1 239 451	1 002 492
▪ Taxes infrastructures	27	7 034 528	7 818 605
▪ Exercice suivant	28	5 064 831	2 880 000
▪ Transport en commun	29	1 722 500	2 535 000
▪ Surplus réservés engagements	30	1 049 160	997 765
▪ Autres	31	4 745 213	5 571 159
	32	24 925 152	23 286 545
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	3 883 816	3 274 032
	34	28 808 968	26 560 577
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
	35	3 418 315	2 425 411
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	1 240 502	1 503 238
	37	33 467 785	30 489 226

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	452 352 698
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	549 951 661

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021 Total consolidé	2020 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	4 558 151	4 644 931
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	306 595 589	303 036 096
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	188 371 456	201 295 518
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	14 881 398	16 406 453
Autres	8	90	17 550
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	514 406 684	525 400 548

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalizations 2020 Administration municipale	Budget 2021 Administration municipale	Réalizations 2021 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	195 544 124	198 645 441	197 875 376	197 708 038
Compensations tenant lieu de taxes	12	5 706 508	5 999 572	6 072 798	6 072 798
Quotes-parts	13				646 646
Transferts	14	16 853 776	5 447 987	5 312 918	8 761 498
Services rendus	15	11 926 913	14 131 018	12 440 680	18 623 981
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	22 025 186	22 232 773	28 749 922	28 820 005
Autres	17	1 578 613	1 350 000	1 788 870	1 726 315
	18	253 635 120	247 806 791	252 240 564	262 359 281
Investissement					
Taxes	19			128 071	128 071
Quotes-parts	20				
Transferts	21	5 970 305		9 376 816	10 013 932
Autres	22	6 577 510		11 954 506	11 954 506
	23	12 547 815		21 459 393	22 096 509
	24	266 182 935	247 806 791	273 699 957	284 455 790

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
1 Administration générale	31 311 383	49 057 221	1 738 456	50 795 677	50 795 677	32 931 369
Sécurité publique						
2 Police	40 388 367	41 368 255	1 052 643	42 420 898	42 420 898	38 969 175
3 Sécurité incendie	17 034 563	16 840 478	703 479	17 543 957	17 543 957	16 076 107
4 Autres	1 569 844	1 566 162	31 276	1 597 438	1 597 438	2 020 667
Transport						
5 Réseau routier	22 193 281	21 531 265	15 788 047	37 319 312	37 319 312	37 134 116
6 Transport collectif	13 629 420	13 615 620		13 615 620	13 615 620	13 347 915
7 Autres	5 392 059	5 553 676	59 681	5 613 357	5 616 439	5 106 747
Hygiène du milieu						
8 Eau et égout	20 358 069	21 222 861	10 668 403	31 891 264	31 176 065	29 365 206
9 Matières résiduelles	9 664 389	8 145 642		8 145 642	8 145 642	9 977 610
10 Autres	1 820 189	1 903 627	883 216	2 786 843	2 786 843	2 491 121
11 Santé et bien-être						
Aménagement, urbanisme et développement						
12 Aménagement, urbanisme et zonage	9 377 411	11 363 224	177 030	11 540 254	11 540 254	7 794 054
13 Promotion et développement économique	288 191	286 564	48 105	334 669	334 669	272 675
14 Autres						
15 Loisirs et culture	30 625 013	31 359 652	6 949 664	38 309 316	45 696 167	40 035 485
16 Réseau d'électricité						
17 Frais de financement	15 568 721	12 683 911		12 683 911	14 885 490	17 152 712
18 Effet net des opérations de restructuration						
19	219 220 900	236 498 158	38 100 000	274 598 158	283 474 471	252 674 959
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés						
20	38 100 000	38 100 000 (	38 100 000)			
21	257 320 900	274 598 158		274 598 158	283 474 471	252 674 959

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Réalizations 2021		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	12 547 815	21 459 393	637 116	22 096 509
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	42 584 524 )(	59 889 902 )(	2 798 305 )(	62 688 207)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)(	23 434 825 )(	59 500 )(	23 494 325)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	26 189 728	27 089 568	1 119 767	28 209 335
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	4 259 868	5 845 195	499 486	6 344 681
Excédent accumulé	6	6 121 363	2 560 584	967 261	3 527 845
	7	(6 013 565)	(47 829 380)	(271 291)	(48 100 671)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	6 534 250	(26 369 987)	365 825	(26 004 162)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14